

# L'Actualité

**8ÈME ANNÉE N° 401**

Du 26 Avril 2017 Prix : 300 FCFA

HEBDOMADAIRE NIGÉRIEN D'INFORMATIONS  
GÉNÉRALES, DE RÉFLEXIONS ET D'OPINIONS

B.P 383 Tél : 20 73 30 91  
E-mail: [actualite98@yahoo.fr](mailto:actualite98@yahoo.fr)  
Site web: [www.lactualiteniger.com](http://www.lactualiteniger.com)

URANIUMGATE :

## **Enquête parlementaire : attention, la majorité veut détourner la vérité**



ELECTIONS FRANCAISES :

## **Premier tour de la présidentielle : le socialisme est mort !**



TUERIE DU 10 AVRIL :

## **Justice : pour que la vérité jaillisse !**



CRISE SCOLAIRE

## **La vérité amère d'Elhadj IDI**

ELECTIONS FRANCAISES :

## Premier tour de la présidentielle : le socialisme est mort !

Hollande a mal géré. Et le socialisme est mort. Les socialistes ont mal gouverné. Depuis quelques années, les Français étaient déçus de la gestion de Hollande qui n'a pas pu changer le style de gouvernance et faire émerger la nouvelle France qu'il promettait. Le président normal qu'il devait être n'avait pas par ses choix et ses doutes, ses proximités douteuses avec le milieu du capital, toutes choses qui contariaient sa ligne doctrinaire, et qui avaient fini par disloquer la famille de Gauche avec le départ fracassant d'abord des Verts qui boudaient sa gouvernance sans que Hollande ne soit capable de les rassurer. Puis d'autres socialistes ont fini par prendre leurs distances, isolant un président qui ne faisait que descendre dans les sondages, présageant des jours difficiles pour la Gauche française en mal de repères. Sans doute que Hollande aura souffert d'être abandonné par sa famille, isolé, vivant presque la solitude du pouvoir.

**Un minable score pour la Gauche**

On aurait cru qu'il ne reste plus de Gauche en France. Ce soir du vote du 23 avril 2017 avec un score humiliant, la Gauche tombe bas, si bas. Avec 6.2%, Benoît Hamon et la Gauche vivent le fiasco politique le plus douloureux, le plus historique. Il endosse d'ailleurs la responsabilité de cet échec, mais l'on sait que ce qui arrive à la Gauche qui porte Hamon à l'occasion de ces élections n'est pas que la faute à Hamon. C'est la conséquence de l'errance d'une Gauche émietlée incapable de se rassembler et qui étale ses divergences, ses incompatibilités et ses incohérences. La gestion chaotique de Hollande en est donc pour quelque chose. Les militants de la Gauche étaient tellement désespérés, tellement déroutés qu'ils s'étaient éparpillés, apeurés par un hollandisme dont l'altérité idéologique a fini par déboussoler et désorienter. Et depuis ce soir où, frappé en pleine figure par la débâcle, aucun ténor de la Gauche n'a osé élever la voix, chacun s'étant terré dans son coin, digérant douloureusement dans l'amertume et le questionnement ce qui arrive au socialisme visiblement en fin de course dans son aventure politique. Et l'on se demande, en l'absence de leadership pouvant impulser un sang neuf à la famille socialiste en panne, quel avenir reste-t-il à la Gauche ? Hamon est un candidat de la Gauche trahie par la Gauche parce qu'il n'a pas eu, au nom de calculs personnels, la cohésion nécessaire de sa famille politique autour de sa candidature pourtant légitimée par une primaire qui, finalement, n'aura



eu de mérite que de creuser davantage les fractures qui traversent la Gauche française qui ne peut plus se réconcilier avec elle-même en faisant l'économie de ses divergences. Alors qu'elle houspillait Emmanuel Macron qu'elle considère comme étant un " candidat traître " pour n'être pas resté dans le sillage de la Gauche qui l'a secrété, refusant de comprendre la liberté à laquelle il aspirait pour tracer son chemin, elle ne peut curieusement restée soudée dans la reconquête du pouvoir autour d'un candidat qu'une primaire régulière lui aura désigné. C'est ainsi qu'elle s'est laissée surprendre par son renégat qui lui dame le pion en se hissant dans le gotha de l'échiquier politique avec le duel que le premier tour de la présidentielle affiche pour les Français. Les choses sont d'autant plus compliquées pour cette Gauche laminée et effacée, qu'elle n'a pas son mot à dire dans le second tour sachant qu'avec 6% elle ne peut rassurer aucun des candidats à impacter de façon remarquable les élections pour lui assurer une victoire. Et l'on ne peut tout de même que saluer le choix lucide de Hamon qui est plus celui du bon sens, pour appeler à voter en faveur du candidat de la France en marche pour éviter à la France de tomber dans la vision rétrograde d'une Extrême Droite qu'une majorité de Français, malgré la percée de Marine Le Pen dans l'échiquier qui n'est que la résultante des déceptions vis-à-vis de la Gauche et de la Droite, considère comme une menace pour la France et pour l'Europe. La Gauche n'a donc plus rien à dire dans la marche politique de la France de ces prochains mois. Renvoyée à la touche, elle doit faire son examen de conscience, quitte à revenir après la cure qu'elle se sera administrée pour essayer de séduire avec des idées neuves l'électorat français qui l'a boudée. Mais, une résurrection est-elle encore possible pour cette Gauche qui manque de personnalité



en vue, pour assumer l'héritage socialiste nourri d'idées nouvelles qui la sortirait de traditions surannées, arriérées et incommodes ?

La vérité est que la Gauche est humiliée, complètement pulvérisée. C'est un séisme politique qui a tracé de nouvelles lignes de fracture dans le paysage politique français sous une dynamique " décomposition-recomposition " qui met à la marge les vieux partis politiques qui ont animé l'arène politique depuis des décennies. On voit clairement, par les résultats de ce scrutin des incertitudes, la volonté des Français de changer de cap après avoir perdu confiance à la Droite mais surtout à une Gauche vieillotte, incapable de refonder pour moderniser ses visions sociales et son appareil dans un monde mutant où les idées sont forcément appelées au changement que les dynamiques nouvelles, par la mondialisation, impriment à nos sociétés. Cela impose un renouvellement du personnel politique qui est forcément aussi un rajeunissement de ce personnel, rajeunissement qu'incarne Emmanuel Macron, âgé aujourd'hui de trente-neuf ans.

**La France tourne le dos à un passé...**

Un nouveau vent de changement souffle sur la France. La France, veut donc aujourd'hui regarder vers un autre avenir en divorçant avec la vieille classe politique des conservatismes et des tâtonnements. Elle a raison. La survie de son économie en dépend dans un univers où la mondialisation et sa rude compétitivité lui commandent une adaptation au rythme infernal de la loi du marché. Il le faut également pour encore soigner son image, l'image d'une France rayonnante qui, même sans être le centre, pourra être un pôle de convergence pour le monde. Pour tenir dans ce nouveau sillage, Macron - s'il devrait être élu président - devra composer avec une certaine droite et sans doute quelques

éléments de la Gauche plus acquis à la rénovation, pour d'abord se garantir une majorité et réaliser les projets novateurs et mutations qu'il porte par le programme pour lequel les Français l'auraient préféré.

Quelles perspectives pour les relations avec l'Europe et l'Afrique ? Avec Macron Bruxelles est rassurée qu'il n'y aura pas de Frexit car ce candidat s'est déclaré Européen mais tout en étant ouvert à des réformes aujourd'hui nécessaires, et dans l'urgence, pour contrecarrer la levée des nationalismes dans l'Union. Mais l'on sait que le pari n'est pas gagné d'autant qu'il y a quand même deux candidats en lice et l'on ne doit pas trop exulter avant l'échéance malgré la constitution d'un front républicain contre la Front National.

Quant à l'Afrique, le nouveau schéma politique ne peut que présager de nouveaux types de relations. La jeunesse du nouveau président décidera pour beaucoup dans les mutations que devront subir les relations de l'Afrique avec la France de Macron. Des régimes africains peuvent d'ores et déjà s'inquiéter lorsqu'avec le nouveau président qui prend tout son temps, pour mieux lire l'Afrique et ses milieux du pouvoir, on peut espérer qu'avec lui mieux qu'avec Hollande qui n'en avait pas été capable malgré ses promesses, la Françafrique, mourra nécessairement. Déjà, certains présidents africains, se sentent quelque peu orphelins d'un Hollandisme dont les complicités et les proximités que ne pourra jamais assumer un Macron élu sur un agenda différent, ont semé des doutes et des appréhensions sur ses relations. Il va sans dire alors que l'arrivée de Macron au pouvoir (et même de Marine Le Pen si cela devait arriver) changera beaucoup de choses en Afrique. Et pour cela au moins, l'Afrique peut saluer les changements qui sont en train de s'opérer en France...

DJANGO.

TUERIE DU 10 AVRIL :

# Justice : pour que la vérité jaillisse !

L'USN, malgré qu'elle ait signé un accord sans que personne ne paie encore pour le meurtre de son militant, le pleure encore, troublée sans doute de ne rien comprendre de ce qui a conduit à ce drame national qui reste encore impunie mais à élucider. Bagalé est mort. Personne n'a pas encore payé pour ce crime. Il en a toujours été ainsi. En 1990, trois étudiants avaient été froidement assassinés sans que jamais, la lumière ne soit faite autour du triple meurtre. Mais c'était l'exception. Sans que ce ne soit pardonnable considéré dans le contexte, on pouvait le comprendre : on n'était pas dans un Etat de droit. En 1994, alors qu'Issoufouf était premier ministre, à Niamey, un autre jeune scolaire succomba à la répression sanglante des forces du maintien de l'ordre. Puis en 2011, sous Issoufouf Mahamadou, Président de la république, à Zinder puis à Gaya, deux autres jeunes écoliers avaient été tués lors de manifestations. Peut-on continuer à tuer sans jamais rendre compte et payer pour les crimes ? La vie humaine, n'est-elle plus sacrée dans notre démocratie ? Dans les démocraties normales et civilisées, on n'aura pas attendu une enquête pour faire payer à des responsables, à titre conservatoire, ne serait-ce qu'en les démettant de leurs fonctions, le temps de mener des investigations qui situeront les responsabilités de chacun.

La démarche actuelle est-elle rassurante ? Rien n'est moins sûr quand on sait qu'en jouant sur l'usure du temps, avec le temps des grandes vacances pendant lequel l'USN n'a aucun moyen de pression, il n'est pas évident que l'enquête aille jusqu'au bout surtout quand on nous apprend



qu'un TDR - donc un budget - devra être élaboré, pour permettre à la commission de travailler sur la base d'une feuille de route. C'est dire que tant que l'USN n'imposera pas un rythme de travail à cette commission, en jouant sur l'usure du temps et le dilatoire imposé par un certain conformisme administratif, on continuera à l'endormir, laissant des membres de la commission d'enquête se contenter de subsides que pourrait leur apporter leur rôle à l'intérieur de la structure chargée de mener de bout en bout ce travail de fouille.

## Mais qui devra payer ?

Pénalement, personne ne saurait le dire tant que la Justice ne s'en saisira pas et tant qu'une enquête indépendante et rigoureuse n'aura pas déterminé ceux qui, de près ou de loin, seraient impliqués dans le drame du 10 avril 2017. Mais administrativement, l'on n'avait pas besoin d'attendre une enquête pour congédier certains responsables et les faire payer par leur révocation. C'est pourquoi, il ne s'agit pas, même si l'USN

s'en est contenté, de changer de place à un homme dans un gouvernement, pour croire qu'ainsi on lui aura fait payer ses indécidables. Administrativement, dans l'administration civile et dans l'administration du maintien de l'ordre, on aurait pu s'attendre à des sanctions, le temps que l'on voit plus clair. Et on comprend d'ailleurs, que lorsque s'agrippant à la seule personnalité de Ben Omar Mohamed alors ministre de l'Enseignement supérieur pour demander sa tête, que celui fasse de la résistance pour refuser qu'il soit seul à payer. Et il a raison de ce point de vue. Comment peut-il payer seul, quand les responsables de la police, de la gendarmerie et de la garde qui ont conduit leurs éléments ayant commis la bavure sur le terrain et sans que les franchises universitaires ne soient levées, restent, eux, en poste ?

## L'USN, encore une fois face à l'histoire...

Dans le pays, elle jouit d'un large front de soutien pour l'aider à faire

toute la lumière sur les événements de ce lundi noir. Au-delà des frontières, d'autres soutiens venus d'organisations estudiantines étrangères, lui ont témoigné leur solidarité dans l'épreuve. Elle sait donc qu'elle est observée de tous les côtés dans la conduite qu'elle devra avoir dans le processus qui conduira à l'éclatement de la vérité dans cette tragédie.

Surtout, peut-elle comprendre qu'elle ne doit pas oublier les soutiens si nécessaires de sections dont elle tire sa légitimité, pour mesurer le devoir qu'elle a à s'investir dans cette enquête pour trouver le plus rapidement possible des coupables et les châtier. Car l'on ne peut pas comprendre que dans le même pays, et à l'occasion du même événement, l'on fasse payer à des policiers qui ont torturé sauvagement un étudiant sans qu'on ne soit capable de le faire à d'autres qui ont eu le cynisme de tuer.

La responsabilité de l'USN est donc immense relativement à la gestion de cette affaire pour laquelle, forcément, elle devra rendre compte à ses bases mais aussi à l'ensemble des Nigériens et des démocrates du monde qui lui ont témoigné leur compassion. Et plus que sur un autre paramètre, c'est sur le facteur temps que devra jouer l'USN pour qu'on ne l'endort pas pour faire oublier le devoir de vérité qu'elle porte pour son organisation pour ce crime. L'accalmie est salubre est à saluer certes. Mais son exigence si nécessaire pour notre école gravement malade, ne doit pas faire oublier, l'exigence de vérité et de justice par rapport à ce drame.

DJANGO.

POINT DE PRESSE DU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'UENUN

## La cité mère baptisée cité Malah Bagalé

Le 24 avril dernier le comité exécutif de l'Union des Etudiants Nigérien à l'Université de Niamey a aminé un point de presse au campus universitaire, à la place Amadou BOUBACAR relativement aux événements du 10 avril 2017. Il s'est agit pour le comité exécutif d'informer l'opinion nationale et internationale sur la conduite à tenir par le CE/UENUN après la signature d'un protocole d'accord entre l'USN et le gouvernement le vendredi 21 avril. Dans le cadre des engagements pris par le gouvernement le CE/UENUN estime qu'il ne peut qu'accorder le bénéfice de doute au gouvernement quant au respect scrupuleux de ses engagements pris, en particulier le courage dont a fait mon-

tre, en acceptant la mise en place d'une commission d'enquête chargée de faire la lumière sur l'assassinat indigne de leur camarade de lutte, MALAH BAGALE. En effet, selon les Etudiants la signature d'un papier ne doit pas être une manœuvre pour le gouvernement tendant à endormir simplement les consciences des scolaires en général, et des étudiants singulièrement, mais plutôt la volonté sérieuse à satisfaire leurs doléances minimales. Toutefois les Etudiants tiennent à dire, et à haute et intelligible voix, qu'ils restent aux aguets, prêts à renouer avec la lutte quand la mauvaise foi des autorités politiques sera constatée dans l'exécution de leurs obligations vis-à-vis des sco-



laires. Par ailleurs le comité exécutif de l'UENUN a abordé la question de la levée de son mot d'ordre. Selon le CE, la signature du protocole d'accord par l'USN, prenant en compte ses revendications, a décidé solennellement de la levée de son mot d'ordre et cela, à compter du mardi 25 avril. En effet, pour les Etudiants, il fallait lever le mot d'ordre pour montrer d'une

part à la partie gouvernementale et même à l'opinion que le CE/UENUN est un partenaire sérieux sur qui on peut compter et qu'ils se soucient véritablement de leur académie, contrairement à l'opinion de l'assassin, Ben Omar, qui considérerait que les Etudiants sont à l'université pour dormir ; et d'autre part, parce que perdre une seconde dans l'exécution des activités académiques à l'UAM consisterait à amplifier le retard académique légendaire dont la principale victime est l'ETUDIANT. Sur un autre plan l'Union des Etudiants à l'Université de Niamey a traité de la question des infrastructures et de ressources humaines.

(suite en page 5)

URANIUMGATE :

# Enquête parlementaire : attention, la majorité veut détourner la vérité

## Après le deuil si l'on revenait à l'affaire des 200 milliards....

Après certains événements provoqués ou survenus dans la fatalité du destin de la nation, le régime a pensé pouvoir trouver là le moyen de faire oublier son affaire des deux cents milliards. C'est un fait majeur qui a ému et endeillé tout le pays, en l'occurrence la tuerie sauvage du 10 avril, qui a déclassé pour le temps d'un deuil et d'un recueillement l'affaire à la une, pour que celle qui interpelle notre humanité, puisse rassembler les Nigériens par delà les différences et les divergences à travers l'expression de notre solidarité nationale pourfendue par la gestion des camarades qui ont divisé et stigmatisé. En attendant que l'enquête au nom de laquelle l'USN a fait preuve de sagesse pour continuer à reprendre les chemins de l'école dans la douleur aboutisse pour dire les auteurs et co-auteurs du crime qui devraient, selon toute logique, répondre du meurtre devant la justice, rallumons cette autre affaire des deux cents milliards qui défrayait la chronique il y a quelques jours. Quand finira l'enquête exigée par l'USN, peut-être que c'est en ce moment seulement que tomberont des têtes...

De toutes les affaires qui ont éclaboussé la renaissance, même le prêt irrégulier et flou de deux mille milliards auprès d'Exim Bank China n'avait pas pu autant que l'Uraniumgate, ébranler la sérénité des princes roses. Et pour cause : ils sont découverts dans une affaire fumeuse qui les discrédite et ternit gravement leur image et leur réputation. Et on aura tout essayé pour étouffer l'affaire, pour la minimiser notamment en faisant croire que le Niger n'aurait rien perdu dans l'opération décriée - en tout cas pas son uranium tenait à rassurer Massaoudou au cœur de la transaction -, que plutôt le Niger devait se réjouir que la signature d'un de ses enfants prodige ait pu lui apporter quelques 800 mille gratuitement. Bluff. La vérité est ailleurs. On aura compris que l'affaire gêne, qu'on ne veut pas qu'on en sache trop, et l'on voulait, avant qu'on ne creuse trop dans le dossier devenu encombrant, qu'on détourne l'attention des Nigériens sur l'affaire désormais célèbre des 200 milliards baptisée chez Le Courrier Uraniumgate. Elle a d'ailleurs vite fait de connaître une notoriété internationale pour être d'un des derniers scandales d'Etat du siècle.

**Rappelons des faits troublants...**

Personne ne peut comprendre pourquoi, alors que le Niger a un ministre des mines, reconnu et en poste, jouissant de ses facultés, l'on a préféré agir par-dessus sa tête



dans un dossier qui lui revient de droit car mettant en jeu des structures de son ministère. Pourquoi ne devait-il rien savoir de la transaction, l'envoyant à se balader sur les bords de la Seine, quand les minutes de discussions se faisaient quelque part discrètement, disons nuitamment ? Si les choses se passaient dans la règle, pourquoi, agir dans la clandestinité et écarter d'autres ? Cela ne peut que paraître suspect et ce d'autant plus d'ailleurs que la transaction et la source de l'argent que l'on dit inscrit au budget, ne semble pas être bien expliquées.

La date en elle-même, permet de se poser quelques questions. Le régime de la renaissance venait juste de s'installer et l'on sait combien il était important pour le président Issoufou, face à la France et aux autres partenaires, de se présenter comme un partenaire incontournable, s'il le faut en ravissant une place à certains de ses pairs, tel Blaise Campaoré, déjà en phase avec certains milieux occidentaux. On pourrait ainsi croire que l'enlèvement des otages d'Arlit que la France cherchait à faire libérer, était une aubaine, pour convaincre de l'opérationnalité et de l'importance de l'axe Niamey dans le règlement de certains problèmes de la sous-région surtout quand Blaise ne serait plus là, lui qui a toujours su jouer ce rôle, dans la discrétion et l'efficacité. Le Niger avait alors proposé ses bons offices à la France de Hollande pour mettre à l'épreuve son expertise dans la gestion du dossier des otages d'Arlit, en faisant appel à sa carte maitresse, un certain Akotey, un Touareg taciturne et discret. La suite, on la connaît, alors que d'autres avaient beaucoup travaillé dans le dossier, en conduisant sur des voies escarpées et périlleuses non sans tact des négociations avec les rivaux

le Niger fait irruption dans la scène, en faisant chasser certains qui étaient déjà très avancés dans les négociations ainsi que le rapportait à juste titre " Complément d'enquête " de France 2. Certains offusqués diront d'ailleurs que le Niger a juste profité de leurs efforts, de leur travail et de leur investissement qui avaient presque abouti pour se faire attribuer les retombées liées à ce qui serait un exploit pour Issoufou qui annonçait non sans fierté au monde que les otages venaient d'être libérés. Pendant ce temps, la France jurait sur tous les cieux qu'elle n'avait pas versé de rançon pour aboutir à ce résultat que le

monde saluait certes mais tout en restant sceptiques quant aux prétentions de la France. C'est le livre Un Président ne devait pas dire ça qui donnera des assurances quant au fait que la France n'ait pas consenti à verser une rançon pour faire libérer ses ressortissants car Hollande insinua que c'est le Niger qui aurait payé, disons gentiment, et qui aurait supporté les charges liées à la libération, peut-être en mettant en jeu, avec la complicité d'AREVA son uranium, comme le soupçonnent certains médias hexagonaux. Peut-être l'a-t-on fait pour plaire à Hollande et être pour lui un allié incontournable au niveau de l'Afrique de l'Ouest où la France semble avoir perdu des appuis pour gérer dans la sous-région certaines questions délicates. On pourrait donc croire, contrairement à ce que Hassoumi Massaoudou a fait entendre, que c'est bien l'uranium du Niger qui était au cœur de la transaction. Et il n'y a qu'une enquête pour apporter autant de réponses à ces différentes questions que l'on se pose légitimement autour de l'Uraniumgate. L'on sait cependant qu'à l'initiative de certaines ONG, l'affaire est suivie et traitée par la justice française sans savoir jusqu'à quel niveau elle pourra pousser ses investigations. Va-t-elle s'intéresser à la place que des Nigériens ont prise dans l'affaire, pour la révéler au monde ou bien, laissant le droit à la diplomatie et aux complicités étatiques, fera-t-elle l'impasse sur l'affaire pour taire des vérités gênantes au nom du secret d'Etat qui ne saurait tenir dans une affaire trading ?

**Et le Niger et les Nigériens dans tout cela ?**

La question naturellement intéresse les Nigériens. Pendant des jours, l'Uraniumgate était au cœur des débats et causeries aux relents sar-

castiques et moqueurs dans les bureaux, dans les marchés, dans les fadas, partout. La société civile et l'opposition nigériennes s'en sont d'ailleurs saisies pour dénoncer l'implication de leurs gouvernants dans une affaire aussi suspecte qui ne peut que galvauder la réputation d'un pays qui souffre déjà d'être le dernier de la terre. Alors que les Nigériens s'attendaient à ce que le parquet se saisisse de l'affaire révélée par la presse (car depuis qu'il s'en est plu chaque fois qu'une affaire est dénoncée par les médias elle se prévaut de son droit d'autosaisine), l'on ne pouvait imaginer qu'une aussi grave révélation puisse le faire hésiter surtout quand on sait qu'elle peut ternir notre image. Plusieurs semaines après, alors que l'ensemble des Nigériens s'en est sidéré, l'on n'a vu aucune action venant du parquet et depuis, les Nigériens ont compris que si cela ne dépendait que de lui, le sujet ne pourra jamais être traité par la justice pour faire toute la lumière sur les contours flous et scabreux de l'affaire. Dans son rôle de contrôle de l'action gouvernementale, c'est l'opposition parlementaire qui portera l'affaire à la tribune de l'hémicycle en demandant la mise en place d'une enquête parlementaire, ce qui semblait être une aubaine pour le régime qui peut enfin souffler, exprimant hypocritement, sans doute pour endormir et souder les consciences, toute sa volonté à faire toute la lumière sur l'affaire, consciente de ce que jamais les enquêtes parlementaires n'ont permis d'en savoir plus sur les affaires. Au regard de la représentativité de l'opposition, les Nigériens avaient alors commencé par douter du fait que cette action puisse aboutir aux résultats attendus, notamment en révélant de manière impartiale tous les contours de la transaction mafieuse. Les appréhensions exprimées, étaient en vérité justifiées. La commission finit par être mise en place quand même certains aient voulu l'empêcher. Mais voilà qu'elle a quarante-cinq (45) jour rendre les conclusions de ses investigations, elle rend " son " rapport à la surprise générale, exactement trente (30) jours après. A-t-elle en si peu de temps pu faire tous les tours de la question en vérifiant en France notamment ? La précipitation dans laquelle, presque en catimini, la commission ( ? ) a rendu son rapport ne peut que faire douter de son travail et notamment de la qualité de ses investigations. Pourquoi se presser d'ailleurs quand on sait tout le prix que les Nigériens attachent à ce dossier non pas que par rapport à l'homme qui y est confondu, mais simplement parce que jusqu'à cette date, rien ne prouve que ce n'est pas leur uranium qui ait été utilisé pour plaire à un autre et finalement être dilapidé pour faire plaisir à des individus

quand on apprend que l'argent demandé par les ravisseurs n'aurait pas été versé intégralement, ce qui aurait provoqué leur courroux et coûté aux journalistes de rfi, leur vie. C'est ainsi que doutant comme d'autres Nigériens de l'issue de l'enquête parlementaire diligente, la société civile en se constituant partie civile, a porté plainte contre X au cabinet du doyen des juges qui donne suite à la demande en demandant une caution de vingt millions que certains observateurs ont perçu comme un moyen de bloquer le dossier quand on peut se demander où cette société civile trouvera les moyens de verser une telle somme. Mais la société civile, informée de cette situation dont dépend la suite du traitement de l'affaire par la justice, dit en prendre acte pour se battre à trouver la caution demandée.

Alors qu'on se demandait quel sort devra connaître l'Uraniumgate, les Nigériens, y compris certains membres de la commission, eurent la surprise d'apprendre que l'enquête est clôturée et que le rapport serait même déposé sur le bureau du président de l'Assemblée nationale. Comme quoi, l'on avait raison d'émettre quelque doute quant à la volonté du régime à œuvrer à faire la lumière sur le dossier ce d'autant plus d'ailleurs que l'affaire, gérée de haute main, dans le cabinet du président de la république, pourrait naturellement l'impliquer et causer peut-être un effet boomerang contre celui qui l'aurait commanditée. On comprend alors toute la peur que des gens pourraient ressentir à laisser cette affaire se traiter normalement en suivant les canaux normaux et classiques de la justice.

**Que faut-il en tirer ?**

La première leçon à tirer de ce détournement qui ne vise qu'à camoufler la vérité autour de ce dossier est que si cela ne devait dépendre que du régime, jamais l'on ne connaîtra la vérité sur ce dossier. Autant qu'il le pourra, il faut s'attendre qu'il s'emploie à trafiquer tous les ressorts pour trafiquer la vérité et étouffer l'affaire. L'autre leçon c'est qu'on aura compris que l'affaire est loin d'être l'affaire normale que dit Hassoumi Massaoudou. On aura compris que traitée par cette manière à la va-vite et par la simplification outragée une question aussi grave, toute chose qui peut témoigner de ce qu'il y a des choses à cacher car elle pourrait révéler en même temps toute sa monstruosité, toute son infamie. Enfin, on peut également comprendre, en s'évertuant à vouloir montrer, sans aller au cœur du dossier, qu'on veut protéger quelqu'un dans cette affaire. Massaoudou peut d'ailleurs être tranquille pour ne pas être seul car quelle que puissent être ses fantaisies, il ne peut oser agir de son propre chef dans un tel jeu périlleux pour lequel, plus qu'un autre, il sait que " nul n'est censé exécuter un ordre manifestement illégal ".

C'est pourquoi, même bâclée, l'enquête menée pour innocenter le régime, devra répondre à certaines questions. Est-il normal que Massoumi Massaoudou, alors chef de cabinet du Président de la république,

signe à la place du Directeur général de la SOPAMIN de l'époque ? Quel texte pourrait justifier que ce directeur, lui délègue ses prérogatives pour qu'il agisse en lieu et place du DG dont il assume les responsabilités et sans que rien a priori ne milite en faveur de cet abus quand on sait qu'il ne peut se plaindre ni de maladie ni d'un autre empêchement, pour se soustraire à ses fonctions, à ses obligations ? Si ainsi que le dit Hollande dans Un président ne doit pas dire ça c'est le Niger qui aurait payé la rançon, où a-t-on trouvé les fonds ayant servi à faire ce plaisir à la France et à Hollande, l'ami socialiste ? Est-ce la part d'uranium qui reviendrait au Niger qui aurait servi à ce jeu ? A quoi aura servi le reste de cet argent reçu de cette transaction ? Qu'en est-il aussi de la commission de huit cent millions avec laquelle le Niger s'en serait sorti grâce à la ?signature lucrative? de Massaoudou ? Cet argent a-t-il été justifié dans le budget ? La passation du marché ayant permis d'acquérir des véhicules pour la garde présidentielle, est-elle régulière ? Est-il justifié que Massaoudou, sans être mandaté - ce qui ne peut que difficilement se justifier dans une administration normale - puisse ouvrir un compte au nom de la SOPAMIN en France ? Etait-il dans son rôle, dans son droit ? Faut-il comprendre que Massaoudou serait seul dans ce business ? Il y a donc énormément de questions auxquelles l'enquête devait apporter des questions. Mais il faut attendre d'en avoir des échos.

**La majorité face à sa conscience...**

Il faut croire qu'il lui en reste pour comprendre qu'elle ne pouvait pas justifier et défendre ce en quoi, elle n'aura pas joué et qui serait finalement l'affaire d'un groupuscule, et comprendre pour une fois, qu'elle a à regarder son pays, et son peuple dont les biens pourraient être spoliés dans cette transaction d'une mafia étatique par des hommes qui se seraient servi de l'Etat pour les gruger. Dans la vie d'une nation ce n'est pas tout que l'on défend. Il y a des choses indéfendables desquelles il ne faut jamais se mêler et c'est peut-être dans ce dossier, le seul service que des hommes qui se sont compromis en soutenant aveuglement, pourront rendre à leur pays.

L'on peut d'ailleurs penser que quel que soit le sort que la majorité réservera à " son " rapport, quelle que sa volonté à étouffer l'affaire, elle devra compter avec un paramètre insondable qu'est le désir des Nigériens à voir plus clair dans ce dossier croustillant qui alimente la presse.

Si les représentants du peuple notamment les députés de la majorité peuvent prendre sur eux, la responsabilité historique de trahir le peuple en refusant de faire la lumière sur cette grave affaire qu'ils veulent étouffer en biaisant et en hâtant une enquête qui aurait pu permettre de rendre plus lisibles certaines lignes de cette grosse affaire.

DJANGO.

**Crise au sein de l'UDR-Tabbat d'Amadou Boubacar Cissé : Une grosse tempête**



L'absence prolongée du président du parti UDR-Tabbat est certainement pour quelque chose dans un contentieux interne entre groupes de militants, qui commence même à se transformer en une grosse crise dans les rangs. En l'absence de Cissé, l'on ne trouve finalement nulle bonne volonté pour empêcher aux militants de l'UDR de s'entredéchirer par groupes d'affinité. En effet, l'on observe un premier groupe de frondeurs constitué des députés Yacouba Soumana Gaoh, son ami Goulo, l'opérateur économique Issa Karidjio et tant d'autres membres influents de ce parti. La participation de la nommée Rabi Arzika (il s'agit de la sœur-cadette du célèbre acteur de la société civile Nouhou Arzika) à ce groupe se justifie moins puisqu'elle fut toujours dans la confiance du président du parti Amadou Boubacar Cissé qui lui a généreusement confié la gestion d'importants fonds du parti lors des dernières élections générales. La crise s'est donc amplifiée au fur et à mesure et Cissé n'a rien pu faire pour éviter les déchirures dans les rangs de sa formation politique. Certains ont même pu

croire que la crise ne s'est amplifiée qu'en la circonstance de l'absence de Cissé du territoire national, les vice-présidents n'étant pas visiblement en mesure d'arrondir les angles entre groupes de militants du même parti politique. Faute d'avoir tenté des discussions à l'interne et pour s'être jeté dans le petit jeu d'exclusion de militants, le parti de Cissé s'est finalement divisé en deux tendances plutôt antagoniques, chacune se jurant le contrôle exclusif du parti. Ainsi, après l'exclusion du parti d'un lot de militants par les membres du bureau politique régulier, " les exclus " ont à leur tour attendu quelques semaines pour eux aussi réagir. Ils y vont plus fort. En plus de prononcer l'exclusion des autres membres du bureau politique, ils poussent l'affront en s'appropriant ni plus, ni moins, la direction du parti, pendant que Cissé lui-même écope d'une sanction d'exclusion. Puis enfin, ils disent, enfin, avoir installé un président intérimaire du parti en la personne d'Issa karidjio qu'on sait fraîchement venu dans les rangs de l'UDR-Tabbat.

Comme on le voit, le virus de la division s'est installé dans les rangs du parti d'Amadou Boubacar Cissé et le contentieux ainsi créé porté devant les tribunaux. Une bataille de légitimité dont l'issue reste encore inconnue. Amadou Boubacar Cissé a-t-il d'autre choix que celui de revenir au bercail pour tenter d'éteindre l'incendie qui ronge, à petit feu, sa formation politique ?

Mais le parti de Cissé n'est-il pas une nouvelle victime du phénomène que l'on a désigné du vocable " concassage " des partis politiques dont les " Guristes " ont le grand secret ?

Amadou El Hadj Moussa

**(suite de la page 3)**

A cet titre, il estime que " le véritable goulot d'étranglement à l'UAM, il ne faut pas voiler la face, reste et demeure, l'insuffisance des infrastructures d'accueils et académiques ainsi que celle du personnel enseignant et du personnel administratif et technique et cela, dans un contexte de massification. Souvenez vous que le président de la république a pris l'engagement solennel devant Dieu et devant les hommes de faire passer le nombre d'étudiants de 50000 en 2015 à 100000 en 2021. Nous reconnaissons que c'est une ambition noble, mais se ne sont pas quand même les mêmes infrastructures et ressources humaines qui avaient servi avant 1990 qui vont satisfaire les besoins de 2017. Amusons nous à échantillonner le cas de la faculté des sciences politiques et juridiques par exemple, où pour plus de 400 étudiants, il n'existe que 19 enseignants dont 8 sont dans une position de mis à disposition et quelques amphis et salles précaires. " Dans le même ordre d'idée l'UENUN s'est dite convaincue de la disponibilité des ressources nationales pour pouvoir aux besoins d'ordre prioritaire tels que l'éducation. Mais malheureusement selon, les étudiants, on préfère investir des centaines des milliards, chaque année, dans les chantiers comme NIAMEY GNALA, DOSSO SOGHA, AGADEZ SOKNI. Ces chantiers sont tous importants, mais loin de peser devant le chantier de l'éducation, réputé et reconnu universellement comme étant le piédestal de tout développement. Pour se faire, selon les étudiants, le gouvernement doit tout mettre en œuvre pour satisfaire leurs doléances s'il ne veut pas tuer d'autres BAGALE. Par ailleurs le CE/UENUN a informé l'opinion qu'il décide de baptiser la cité mère au nom de MALAH BAGALE pour honorer l'âme du martyr du 10 avril. Pour finir les étudiants ont eu une pensée positive à l'endroit de tous ceux qui les ont soutenu dans les moments douloureux et ont fustigé les sorties ratées et hasardeuses et indisciplinées de certaines voix autorisées à parler pourtant au nom de cette même jeunesse martyrisée.

DAN MAGOULI

## CRISE SCOLAIRE

# La vérité amère d'Elhadj IDI

L'école nigérienne est confrontée à plusieurs difficultés qui l'ont fait perdre ses lettres de noblesses qui jadis faisaient sa fierté. Cette situation est marquée par des grèves récurrentes d'enseignants, et scolaires. La situation a provoqué la réaction des structures politiques mais aussi sociale. C'est le cas d'Elhadj Idi, acteurs de la société civile qui n'a pas mâché les mots pour donner sa vision des choses au micro de nos confrères de la télévision LABARI. Evoluant la question d'une probable année blanche, l'acteur de la société civile estime ceci " C'est très claire, les indices nous permettent de conclure que l'année est blanche, mais elle sera validée. Elle sera validée parce que les gens ne veulent pas payer l'argent des écoles privées ; elle sera validée parce que les gens ont des engagements avec la communauté internationale ; elle sera validée parce que les gens estiment qu'ils ne peuvent pas échouer, et admettre la vérité car pour eux c'est la fin du monde. " Il fait, par ailleurs, comprendre que " les gens n'ont pas la volonté politique de gérer cette crise. La mort d'une personne est supérieure à tout, dans ce cas d'espèce il y a eu mort d'homme, un étudiant est mort, en sus il y a eu violation de l'ordonnance 92/036, les franchises universitaires ont été violées. Alors le président de la république n'a pas besoin du préalable de l'USN pour sanctionner. Dès qu'il y a mort d'homme il faut sanctionnant les citoyens vont comprendre que une volonté de faire, mais vous ne pouvez pas garder le même gouvernement, avec mort et avec violation flagrante des lois de la république, et dire que vous êtes disposés à négocier...non ! Vous êtes plutôt disposés à autre chose et l'histoire a montré la réalité. Il faut arrêter de divertir les ni-



gériens. Ou on croit à l'école et on agit ou on ne croit pas et on fait autre chose. À l'étape actuelle, techniquement, on ne peut plus sauver l'année, mais politiquement elle sera validée. Elle est blanche on peut rien y faire, parce que pour sauver l'année d'habitude on s'entend avec les enseignants et on la prolonge de un à deux mois.

Dans ce contexte les enseignants sont considérés comme des parias et il n'y a aucune volonté de discuter avec les enseignants. Même si on trouve une solution avec les élèves, les élèves ne s'enseignent pas. L'école c'est une dynamique, si tu veux sauver l'école, il faudrait globalement traiter les problèmes : et les enseignants et les scolaires. " Ainsi pour ELH Idi, il s'agit d'une politique division-

niste qui se profile à l'horizon. " Ils se sont inscrit dans une logique divisionniste, ils veulent diviser les partenaires sociaux mais cela ne marche, c'est dépasser, c'est un produit périmé, c'est un produit avarié. S'ils raisonnent comme dans les années 90, ils sont en retard, le monde a beaucoup évolué, il faut qu'ils ouvrent les yeux. Ou ils vont à son rythme ou ils vont se ridiculiser comme ils le font. " Rétorquant dans le sens de la mort du martyr Bagalé l'acteur de la société civile fustige l'attitude du gouvernement " si réellement il ya une volonté politique, le président doit immédiatement sévir, mais apparemment il n'est pas pour ça. Dans le cas d'espèce, dans un pays normal, on pas besoin de quémander la sanction du gouvernement, c'est le président même qui doit absolument réa-

gir. Dans les cas d'exception, lorsque la nation est en danger, les mesures d'urgence doivent être automatiques.

Aujourd'hui la réalité est là, le gouvernement n'est pas crédible, le gouvernement n'a aucune autorité morale pour diriger ce pays. Le président a la prérogative de changer ou de ne pas changer mais la réalité est que même s'il ne le change pas, le gouvernement n'est pas crédible et les problèmes du Niger vont empirer. Même dans des conditions on peut le remanier, car on a vu ici où on a remanié un gouvernement parce qu'une personne a criée et maintenant c'est tout un peuple, se sont les scolaires, se sont les enseignants qui se plaignent de ce gouvernement. Lors de la fameuse réunion à la primature l'USN avait rappelé ses préalables : la mort de l'étudiant doit être punie, la violation des franchises universitaire doit être punie.

On doit ouvrir une information afin de savoir comment on a violé l'ordonnance 92 et traduire les coupable à la justice, il n'y a pas de demimesure, c'est automatique dans une république normale. Mais on a l'impression que le politique n'est pas prêt pour ça, ils ont leur agenda et Dieu va nous montrer leur agenda au grand jour. L'histoire ce n'est pas une course de vitesse, il faut qu'ils le comprennent. Ils peuvent faire ce que bon leur semble, mais qu'ils sachent l'homme propose, seul Dieu dispose. " Par ailleurs Idi Abdou réaffirme que " les fils des pauvres sont abandonnés à eux mêmes, parce que la seule voie de salut pour eux, c'est l'école publique et c'est l'école publique qui est entraîné de subir cela, il n'y plus d'espoir, même si on valide l'année on les conduit à l'abattoir, car ils n'ont rien appris pour aller à l'examen. Ils savent bien que leurs enfants ne connaissent même pas une seconde de perturbation.

Certains ne sont même pas au Niger, ils sont dans des écoles où la grève a disparu du vocabulaire. C'est justement parce que les enfants du pauvre sont les seuls qui fréquentent l'école publique et les gens veulent détruire l'ascenseur qui conduit là où ils sont. " Dans la même lancée l'acteur de la société civile voit aucune qualité dans l'enseignement : " ils parlent de quelle qualité ? Certainement ils ne s'adressent à nous, mais aux bailleurs de fonds. Entre nous qui au Niger peut parler de qualité ? Si tu as un minimum de moral tu ne peux pas parler de qualité dans l'enseignement. C'est juste façon de narguer les citoyens. Durant toute l'année on a eu combien d'heures de cours. Le temps scolaires même n'est pas respecter et on ose parler de qualité. Pour comprendre l'échec de la politique éducative on n'a même pas besoin d'un spécialiste. Même un parent l'élève peut te dire que son enfants n'a rien appris. Le temps scolaire est de neuf mois, tu perds quelques mois, tu vas sans aucun doute entraîner des lacunes. A plus forte raison cette année catastrophique. "



## RIZICULTURE

## Pénurie d'engrais

L'autosuffisance alimentaire est le premier souci de tout peuple. Pour atteindre cet objectif, le président de la république en a, depuis son premier mandat, fait son cheval de bataille. L'initiative 3N en dit long sur cette ambition très chère au chef de l'Etat. A travers ce projet, le programme de la renaissance vise à mobiliser d'importantes ressources dans le domaine de l'agriculture pour que plus jamais au Niger sécheresse ne soit synonyme de famine. La culture du riz fait partie des moyens pour atteindre l'auto suffisance alimentaire. Seulement depuis quelques semaines, les riziculteurs ne savent plus à quel saint se vouer. Ils ne trouvent plus d'engrais dans les différents lieux de vente. Pourtant il a été créé la CAIMA pour l'approvisionnement en matériaux et intrants agricoles. La plupart du temps les riziculteurs se contentent d'engrais de très mauvaise qualité en provenance

d'un pays voisin. A l'approche de la saison des pluies, il va falloir que les responsables de la CAIMA trouvent la

solution très rapidement s'ils ne veulent pas que le monde rural regrette le directeur général Sidi Abdou. A.O.M

DAN MAGOULI

**Atelier de validation du projet de recensement administratif de développement à vocation Humanitaire de la population de Diffa**

Le 20 avril dernier, le palais de congrès de Niamey a servi de cadre à un atelier de validation du projet de recensement à vocation humanitaire de la population de Diffa. L'objectif visé à travers cet atelier est d'asseoir un état civil performant pour une identification biométrique et une meilleure assistance de la population de Diffa face aux défis sécuritaires de développement et humanitaire. En effet il ne peut y avoir de bon développement sans une bonne maîtrise de l'information sociodémographique d'une population sur une zone définie comme l'a indiqué le représentant du Haut Commissariat des Réfugiés des Nations Unies (HCR) M. Abdoul Raouf Gnon Condé. En 2017 cela fera quatre années (4) que les premières réfugiés nigériens ont trouvé refuge dans la région de Diffa. " Nous ne pouvons pas, dira-t-il, attendre quatre (4) années de plus pour permettre à la région de Diffa de se projeter dans le futur, notre responsabilité est collectivement engagée ". Partir d'un projet à vocation humanitaire permettra d'avoir des informations les plus précises et disposer de renseignements sur la population que ce soit des réfugiés, des retournés, des déplacés internes, ou des autochtones est un avantage dira pour sa part le Ministre de l'intérieur Mohamed Bazoum. Il va également permettre au gouvernement d'avoir des données statistiques afin de lui permettre de prendre toutes les mesures à caractères stratégiques et humanitaires notamment. Une fois validé comme l'unique document de référence en matière d'enregistrement et d'identification, il permettra de pérenniser les acquis du projet de recensement administratif de développement à vocation humanitaire de la population de Diffa. Cette identification biométrique une fois effective à Diffa, l'Etat du Niger entend l'étendre à l'ensemble du territoire national pour se conformer aux directives de la CEDEAO.

**Oumarou Amadou Abdoulaye**

**ATÉLIER DE FORMATION**

**Pour une bonne pratique dans la production de l'uranium**

Le 24 Avril 2017, dans les locaux de l'Hôtel Gawey, il a été procédé à l'ouverture des travaux de l'atelier de formation sur les bonnes pratiques internationales pour l'évaluation et la déclaration des ressources d'uranium. Initiée par la Haute Autorité Nigérienne à l'Energie Atomique (HANEA) et l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA), cette cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence de plusieurs personnalités, experts et Agents des dites sociétés, venus de divers horizons de notre continent et des autres régions du Niger. Malgré la vertigineuse baisse du prix de l'uranium sur le marché, d'intenses activités des recherches d'uranium sont menées et beaucoup de demandes de permis de recherche pour l'uranium sont enregistrées. Le regain d'intérêt pour l'énergie nucléaire à travers le monde a créé de nouvelles opportunités et attentes pour les pays africains producteurs



d'uranium et ceux qui disposent des ressources en uranium. Le ministre des mines S.E.M Hassane Barazé Moussa a rappelé au cours de cet exposé que la nature sensible et les risques qui y sont liés imposent à l'exploitant une application rigoureuse des normes, ainsi que la prise en compte de toutes les connaissances disponibles, afin d'éliminer le risque d'utilisation non conventionnelle et réduire au minimum les conséquences néfastes. Car, faut-il le rappeler, bon nombre

des pays font face aux défis majeurs liés à ces activités dont entre autres l'insuffisance de cadres législatifs appropriés pour réglementer les activités d'exploration, d'exploitation et de réhabilitation des sites uranifères et l'insuffisance de ressources humaines qualifiées nécessaires pour surveiller efficacement les activités des sociétés minières. C'est justement pour pallier cette situation que nos pays ont développé une coopération régionale avec l'AIEA à travers le projet régional " RAF2011 " dont l'objectif est d'assurer un développement équilibré des ressources d'uranium en Afrique tout en appliquant les bonnes pratiques dans le cycle de production d'uranium, allant de l'exploitation à la fermeture des sites, ce qui contribuera au développement socioéconomique de la région. Il faut enfin noter que ces activités prendront fin le 27 Avril prochain.

**Oumarou Amadou Abdoulaye**

**COMMUNIQUE DE PRESSE**

CANAL+ RENFORCE SON ACCESSIBILITE EN AFRIQUE. CANAL+ Afrique a entrepris depuis quelques années de grandes réformes en matière de tarification de ses offres. Ces différentes baisses ont touchées tant les formules que le prix du décodeur qui est passé de 25 000F en 2013 au prix exceptionnel de 10 000F depuis le 7 avril 2017.

Un nouveau prix qui répond à une attente des plus exprimées par nos abonnés et prospects tout en favorisant une accessibilité certaine aux bouquets CANAL+. Ainsi, c'est un véritable coup d'accélérateur que CANAL+ donne à son processus de démocratisation des prix en Afrique, en facilitant l'accès à des milliers de prospects à l'univers CANAL+.

Dès ce 7 avril, CANAL+ Afrique confirme encore une fois sa volonté d'offrir le meilleur de l'expérience télé tant au niveau prix que contenu, grâce à un renforcement croissant de son offre sur ses thématiques clés : Sport, Cinéma, Jeunesse, Découverte.

CANAL+ RENFORCE SA FLEXIBILITE D'USAGE. Face à l'appétence générée par tant de diversité de contenus et programmes, l'application MYCANAL devient incontournable dans les habitudes de consommation de nos abonnés et se rend accessible désormais à tous. Dès la formule ACCES, les abonnés CANAL+ peuvent à présent bénéficier d'une flexibilité d'usage permettant à chaque membre de la famille de profiter pleinement des programmes qui lui correspond le mieux. A ce prix-là, il n'y a aucune raison de s'en priver.

**A CE PRIX LA, LE MEILLEUR DE LA TV S'INSTALLE CHEZ VOUS**

**NOUVEAU PRIX**

**10 000 FCFA**

**LE DECODEUR**

**AU LIEU DE 15 000 FCFA**

LES BOUQUETS CANAL+

94 24 11 11

**L'Actualité**

Hebdomadaire d'informations générales, de réflexions et d'opinions  
Société Unipersonnelle à Responsabilité Limitée (SARL)  
au Capital de Quatre Millions Six Cent Mille (4.600.000) francs CFA  
Siège quartier Terminus B.P: 383 Tél : 20 73 30 91 Niamey - République du Niger  
RCCM - NI-NIA-2014-B-1594-DU 02 JUIN 2014 - NIF 11 715/R  
E-mail: actualite98@yahoo.fr - Site web: www.lactualiteniger.com

**Promoteur Directeur Général**  
Elhadj Omar CISSE  
Tél: (+227) 20 73 30 91 Cel: 91 17 77 77 - 96 86 33 33  
E-mail: actualite98@yahoo.fr

<b>Directeur de Publication</b> Aliou Oumarou Modibo Cel: 90 78 69 86 E-mail: aliououmarou33@yahoo.fr	<b>Service Commercial &amp; Publicité:</b> Tél: 20 73 30 91 94 94 66 00
<b>Rédaction:</b> Aliou Oumarou Dan Mallam ELH Amadou Moussa DJANGO <b>Stagiaires</b> Omar Dan Magouli Oumarou Amadou ABDOULAYE	<b>Conception &amp; Composition:</b> "L'Actualité" <b>Tirage:</b> 8 pages 1.500 exemplaires sur les presses de la GIN BP: 383 NY



# Hôtel Toubal DE DOSSO

Unique du genre au Niger, le prestigieux Hôtel Toubal de Dosso est conçu pour accueillir les grandes cérémonies et autres rencontres de personnalités.

Hôtel de grand standing, Toubal dispose de toutes les commodités requises pour rendre agréables votre séjour.

grande piscine équipée de toutes les modernités, est désormais opérationnelle. Hautement sécurisé, l'hôtel Toubal est doté d'un potentiel matériel à la pointe des dernières technologies pour sécuriser les

Et pour joindre l'utile à l'agréable, une

*Hôtel Toubal, la promesse d'un séjour unique*



**Hôtel Toubal**  
DE DOSSO

10 Suites

110 Chambres

1 Cafétariat

1 Restaurant

3 Salles de reunion

3 Salles de commission

1 Piscine Olympique

1 Aire de jeux

1 Club Equestre

1 Mini zoo



Réservation : 92 50 70 03  
97 33 00 21  
97 31 11 01  
92 50 77 78

E-mail : [contact@hoteltoubal.com](mailto:contact@hoteltoubal.com)  
[www.hoteltoubal.com](http://www.hoteltoubal.com)

*La promesse  
d'un séjour unique !*